

Industrie de Normalisation Européenne
 Concept: Blicero, Francesca, Niz, Brian, Bureau d'études. Cette carte a été conçue, réalisée et diffusée pour le Forum social de Florence, 2002
 bureauetudes@freesurf.fr
 www.universite-tangente.fr.st

Légendes

Office, association, agence mettant en œuvre une forme de normalisation : territoriale, productive, idéologique, épistémologique

programme de recherche, programme de production, programme de normalisation, programme de Directive européenne, programme policier (biens, services), normalisation territoriale, police idéologique

Comité ou conseil, Direction de la Commission européenne, Table-ronde, conseil, parlement européen

observatoire, École, Société de management de l'image de marque, Parti politique

État, Réseau européen, Fédération professionnelle, d'interception des communications, d'organisation d'employeurs, de police, télécommunications groupes d'intérêt ayant pour b ("Echelon" européen), d'infléchir la politique européenne

Banque européenne, Fondation ou institut privé, Fonds européen

MAPE programme
 Encourage les coopératives transfrontalières.
 Supporte les stratégies innovantes pour la réhabilitation des villes et des quartiers dévalorisés.

CARDS programme
 CARDS programme: (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation) - 859 million euros in the region (2001), 956 million euros in 2000.

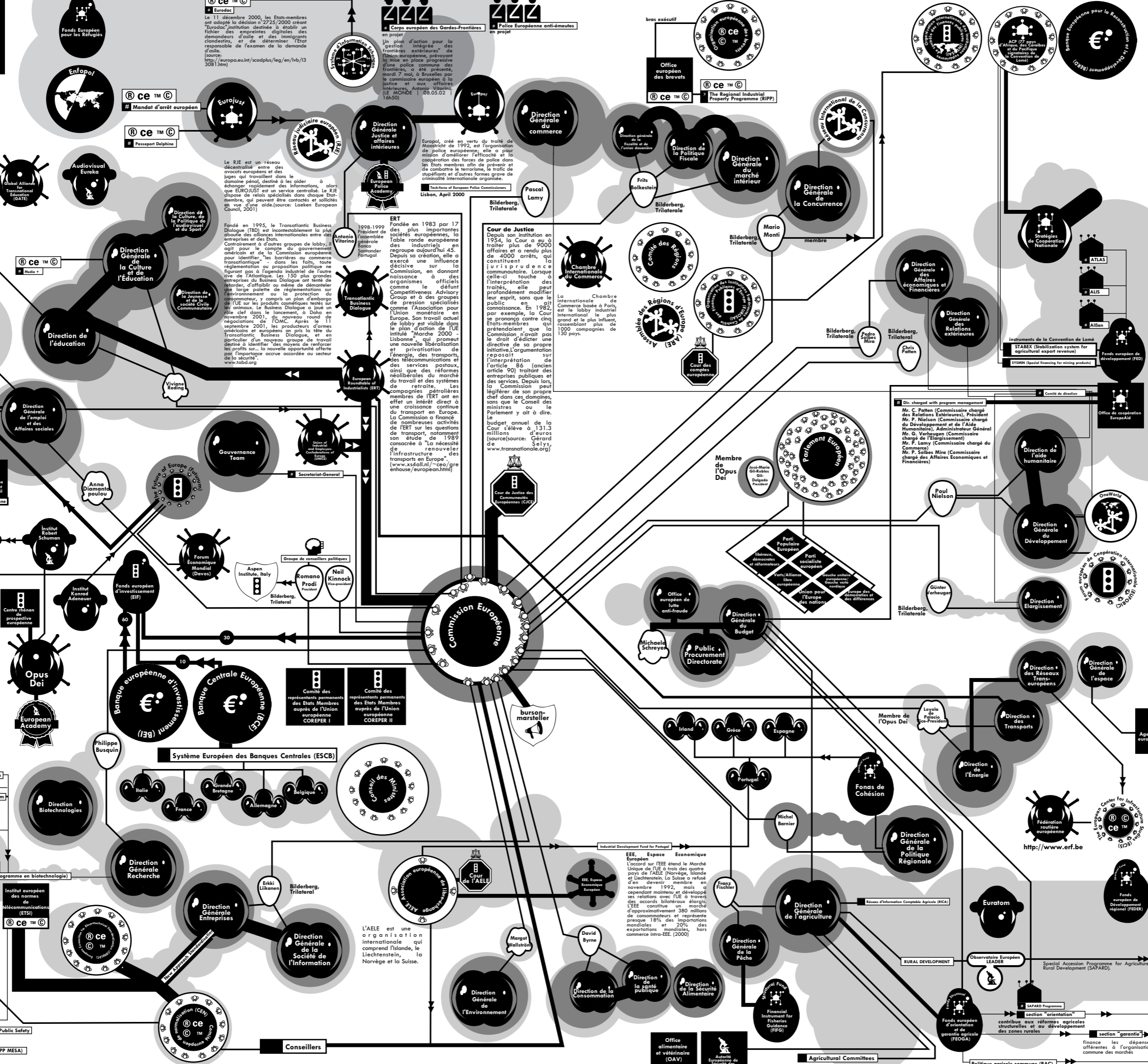
Encourage les coopératives transfrontalières.

Réseau européen de Développement rural
 L'Observatoire est la structure d'animation du "Réseau européen de Développement rural", réseau qui concerne tous les pays de l'Union européenne et qui a pour vocation de faciliter la relation entre une grande diversité d'organisations "groupes d'action locale" (GAL), expérimentés ou débutants (entre 600 et 800 "micro-régions" rurales, dont 150 ayant bénéficié de LEADER I, sont impliqués dans LEADER II).

Le montant total de la contribution de l'Union européenne (UE) pour Leader+ pour la période 2000-2006 sera de 2,020 milliards d'euros, financé par le FEOPAR-Orientación. (source : <http://www.rural-ec.europa.eu/leader/leader.html>)

Les agriculteurs des zones défavorisées du point de vue agricole (montagne, zone à handicaps spécifiques, zones menacées d'abandon), peuvent se voir accorder des indemnités compensatoires afin d'assurer l'exploitation continue des superficies agricoles, la préservation de l'espace naturel et la promotion de modes d'exploitation durables, qui tiennent compte en particulier des exigences environnementales.

Les objectifs de la PAC, tels que les énonce l'article 33 du traité CE, sont :
 - d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ;
 - d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture ;
 - de stabiliser les marchés ;
 - de garantir la sécurité des approvisionnements ;
 - d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs. Aux fins de la réalisation des objectifs précités, l'article 34 du traité CE prévoit l'établissement d'une Organisation commune des marchés agricoles (OCM).



Eurodac
 Le 11 décembre 2000, les États-membres ont adopté la décision n°2222/2000 créant "Eurodac", institution destinée à établir un fichier des empreintes digitales des demandeurs d'asile et des immigrants clandestins, et de déterminer l'État responsable de l'examen de la demande d'asile. (source : <http://europa.eu.int/scadplus/leg/en/lvb/l33308.htm>)

Corps européen des Gardes-Frontières
 en projet
 Un plan d'action pour la mise en place progressive d'un corps européen de gardes-frontières a été présenté, mardi 7 mai, à Bruxelles par le commissaire européen à la Justice et aux affaires intérieures Antonio Vitorino. (LE MONDE 08.05.02 | 13h50)

Direction Générale de la Police Européenne
 Fondation en 1992, elle a pour mission de renforcer la coopération des forces de police dans les États membres afin de prévenir et de combattre le terrorisme, le trafic de stupéfiants et d'autres formes graves de criminalité transnationale organisée. (Task Force of European Police Commissions) Lisburn, April 2000

Cour de Justice
 Cette institution a été créée en 1954, la Cour a eu à traiter plus de 9000 affaires et a rendu plus de 4000 arrêts, qui constituent une influence décisive sur la Commission, en donnant naissance à des organismes officiels comme le Comité des Régions et le Tribunal de Justice.

Chambre Internationale du Commerce
 La Chambre Internationale de Commerce basée à Paris, est le lobby industriel international le plus grand et le plus influent, rassemblant plus de 1000 compagnies de 130 pays. Elle peut profondément modifier l'interprétation de la loi, sans que le public en soit conscient. En 1982, par exemple, la Cour internationale de Justice a rendu un arrêt qui a permis à la Chambre Internationale de Commerce d'être reconnue comme la seule entité juridique autorisée à représenter les intérêts de la Chambre Internationale de Commerce.

Commission Européenne
 La Commission a financé de nombreuses activités de transport, notamment son étude de 1989 consacrée à "La nécessité de renouveler l'infrastructure des transports en Europe". (www.xs4all.nl/~cep/greenthouse/european.html)

EEE, Espace Économique Européen
 L'accord sur l'EEE étend le Marché Unique de l'UE à trois des quatre pays de l'ALE (Norvège, Islande et Liechtenstein). La Suède a refusé d'en devenir membre en novembre 1992, mais a cependant maintenu et développé ses relations avec l'UE à travers des accords bilatéraux élargis. L'EEE constitue un marché d'approvisionnement de 380 millions de consommateurs et représente presque 15% des importations mondiales et 20% des exportations mondiales, hors commerce intra-EEE (2000)

OCM
 L'OCM est une organisation internationale qui comprend l'Islande, la Liechtenstein, et la Suisse.

Programme de Normalisation
 Office, association, agence mettant en œuvre une forme de normalisation : territoriale, productive, idéologique, épistémologique

Programme de Recherche
 Programme de recherche, programme de production, programme de normalisation, programme de Directive européenne, programme policier (biens, services), normalisation territoriale, police idéologique

Table-ronde, conseil, parlement européen
 Comité ou conseil, Direction de la Commission européenne, Table-ronde, conseil, parlement européen

Société de management de l'image de marque
 observatoire, École, Société de management de l'image de marque, Parti politique

Réseau européen
 Réseau européen, Fédération professionnelle, d'interception des communications, d'organisation d'employeurs, de police, télécommunications groupes d'intérêt ayant pour b ("Echelon" européen), d'infléchir la politique européenne

Fondation ou institut privé
 Banque européenne, Fondation ou institut privé, Fonds européen

MAPE programme
 Encourage les coopératives transfrontalières.

CARDS programme
 CARDS programme: (Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation) - 859 million euros in the region (2001), 956 million euros in 2000.

Encourage les coopératives transfrontalières.

Réseau européen de Développement rural
 L'Observatoire est la structure d'animation du "Réseau européen de Développement rural", réseau qui concerne tous les pays de l'Union européenne et qui a pour vocation de faciliter la relation entre une grande diversité d'organisations "groupes d'action locale" (GAL), expérimentés ou débutants (entre 600 et 800 "micro-régions" rurales, dont 150 ayant bénéficié de LEADER I, sont impliqués dans LEADER II).

Le montant total de la contribution de l'Union européenne (UE) pour Leader+ pour la période 2000-2006 sera de 2,020 milliards d'euros, financé par le FEOPAR-Orientación. (source : <http://www.rural-ec.europa.eu/leader/leader.html>)

Les agriculteurs des zones défavorisées du point de vue agricole (montagne, zone à handicaps spécifiques, zones menacées d'abandon), peuvent se voir accorder des indemnités compensatoires afin d'assurer l'exploitation continue des superficies agricoles, la préservation de l'espace naturel et la promotion de modes d'exploitation durables, qui tiennent compte en particulier des exigences environnementales.

Les objectifs de la PAC, tels que les énonce l'article 33 du traité CE, sont :
 - d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ;
 - d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture ;
 - de stabiliser les marchés ;
 - de garantir la sécurité des approvisionnements ;
 - d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs. Aux fins de la réalisation des objectifs précités, l'article 34 du traité CE prévoit l'établissement d'une Organisation commune des marchés agricoles (OCM).